



Conférence donnée au cours de la session 2012 des Semaines sociales de France, "Hommes et femmes, la nouvelle donne"

Véronique Margron

Antoine Nouis* : *Merci Véronique, d'avoir à la fois posé l'anthropologie et déconstruit cette anthropologie. Vous avez terminé avec quelques questions sur le "mariage pour tous", qui font précisément le lien entre les fondements*

Véronique Margron :

Il faut quand même reconnaître que c'est un grand saut ; un saut qu'il faut faire avec précaution. Ce n'est pas directement une question biblique, vous l'aurez remarqué ! Il me semble qu'on peut évoquer plusieurs points, que je laisse à votre jugement. Le premier concerne l'institution, le sens de l'institué.

On ne peut exister, on ne peut vivre sans se référer à ce qui nous précède, non pour le reproduire – heureusement que nous le transformons –, mais sans l'omettre.

La question est alors : comment respectons-nous l'institué qui est au cœur de l'institution du mariage ? Autrement dit, nous ne sommes pas les premiers à nous marier. En quoi l'histoire du lien, du mariage, de sa signification institutionnelle, de ce qu'elle institue dans les relations sociales et pas seulement dans les relations privées est-elle respectée ? Car le mariage, c'est bien une institution sociale. Cette institution sociale manifeste qu'une société est ouverte vers son avenir. Une des figures essentielles de cet avenir est l'enfant. Il n'est pas la seule manière pour une société de dire l'avenir, mais il reste la plus éminente façon pour une société de croire qu'elle a un avenir...

Pour moi c'est une des premières questions.

D'autre part, il y a une relation entre l'institué et l'instituant. L'institution du mariage doit pouvoir instituer les personnes comme plus que ce qu'elles étaient auparavant. Se marier, c'est rester homme, rester femme, mais devenir plus qu'un homme et une femme, c'est avoir désormais une place sociale, particulière, avec des droits et des responsabilités, et c'est aussi répondre d'autres que soi. Dans ce débat, qu'en est-il de cette dimension de l'instituant ?

Qui voulons-nous instituer ? Quel "statut" (mais le terme n'est pas très judicieux) voulons-nous donner aux personnes qui demain seraient unies par les liens du mariage tout en étant de même sexe ? En quoi ces personnes seraient-elles responsables à leur tour d'un visage de l'avenir de notre société ? De quel visage devraient-elles répondre ? Ce sont plus des interrogations que des réponses, mais je préfère questionner qu'avoir des réponses toutes faites.

Enfin, je fais attention à ne jamais mêler la question de l'orientation sexuelle dans ce débat, car il me semble que c'est quand même mieux quand l'orientation sexuelle reste, en partie au moins, dans l'ordre de l'intime. Ici, nous sommes des hommes et des femmes de générations différentes, d'histoires singulières.

* Antoine Nouis, directeur de la rédaction de *Réforme*, présidait la séance.

Sans doute y a-t-il des hétérosexuels et des homosexuels mais ce n'est pas mon problème et je ne tiens pas à le savoir.

Une fois ces prémisses posées, il faut s'interroger : quelles conséquences aurait le fait de donner les mêmes droits à des personnes de même sexe ?

Quelles conséquences aurait ce tour de passe-passe consistant à imaginer que les personnes de même sexe puissent proposer la même figure d'avenir que celle d'un couple formé d'un homme et d'une femme ? Il n'y a pas de doute que des personnes de même sexe portent, quand elles sont en couple, un mode de fécondité dans une société. Mais cette fécondité n'est pas la même – elle ne peut pas être la même, elle ne doit pas être la même – que pour le mariage entre des personnes de sexes opposés.

La question soulevée par Sylviane Agacinski est d'une grande acuité : je pense très compliqué qu'une génération d'adultes se permette de définir la situation des enfants de demain. C'est en quelque sorte un abus de pouvoir de notre part. Bien sûr, toute génération le fait : chaque fois que nous transformons la société, nous le faisons pour les générations futures... et l'histoire de la planète et de la dette ne dit que trop le poids que nous faisons peser sur les générations futures !

Mais décider délibérément de poser cette discrimination me semble très problématique.